

Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE)

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ

Téléphone : 514-390-0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

Cahier de préparation pour les délégations

Version finale



Congrès de la CLASSE

Samedi le 31 mars et dimanche le 1 avril 2012

Lieu :

Collège d'Alma
675, boulevard Auger Ouest
Alma (Québec) G8B 2B7
418 668-2387

Association étudiante hôte :



Association étudiante du Collège d'Alma

Transport à partir de Montréal :

Vendredi le 30 mars
18h00
Au Carré Bérry

Frais de participation :

Détails à venir

Proposition d'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

- 0.0 Ouverture
- 1.0 Procédures
 - 1.1 Praesidium
 - 1.2 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures
 - 1.3 Lecture et adoption de l'ordre du jour
 - 1.4 Adoption du procès-verbal
- 2.0 Accueil des associations membres de la CLASSE
- 3.0 Bilan
- 4.0 Plan d'action
 - 4.1 Grève
 - 4.2 Manifestations et actions
 - 4.3 Négociations
- 5.0 Femmes
- 6.0 Revendications
- 7.0 Élections
 - 7.1 Comités et Conseils de la CLASSE
 - 7.1.1 Présentation
 - 7.1.2 Période de questions
 - 7.1.3 Scrutin
- 8.0 Prochains Congrès de la CLASSE
- 9.0 Finances
- 10.0 ASSÉ
- 11.0 Avis de motion
 - 11.1 Dépôt des avis de motion
 - 11.2 Traitement des avis de motion
- 12.0 Varia
- 13.0 Levée

2. L'AEAUM propose de déplacer le point « 5.0 Femmes » en point 4.0 et de décaler les autres points conséquemment. (de la proposition du Conseil exécutif)

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	2
Bilans et textes.....	4
Demande au fond d'entraide.....	4
« Les hausses de frais on n'en peut plus, les slogans pro-viol, non plus! ».....	4
Bilan de l'Association Générale Étudiante du Collège de Valleyfield.....	5
Bilan de la 3e semaine de GGI de la GSA (Graduate Students' Association) de Concordia.....	6
Bilan du Conseil exécutif.....	7
Propositions.....	9

Demande au fond d'entraide

Par l'AECA

Pour la manifestation du 22 mars dernier, l'association étudiante du collège d'Alma a eu à défrayer plus de 6000\$ seulement pour les autobus. Le fait est que notre poste budgétaire alloué aux autobus n'est que de 1000\$ et qu'il avait déjà été dépassé pour la manifestation du 10 novembre. Nous avons déjà inclus une proposition dans ce même cahier de congrès afin de bénéficier du fond d'entraide de la CLASSE. Cependant, afin de ne pas englober la presque totalité du fond d'entraide, nous appelons les associations membres de la CLASSE qui en ont les moyens, de faire un don à l'AECA afin de nous aider à estomper nos dépassements de coûts. Pour l'instant, l'AECA n'aura pas les moyens de participer à d'autres actions nationales. L'accès au fond d'entraide et les dons éventuels de certaines associations étudiantes nous aideraient donc grandement à éponger nos dépassements de coûts et nous aideraient grandement à participer aux autres actions nationales à venir !

Au plaisir de se voir dans les rues d'Alma le 31 mars prochain !

« Les hausses de frais on n'en peut plus, les slogans pro-viol, non plus! »

Communiqué du P!nk Bloc

Au P!NK BLOC, on aime bien se faire prendre par derrière! Nous, on veut fourrer, on veut pas s'endetter! Pas besoin de prostate pour aimer le sexe anal, même si c'est si plaisant de se la faire masser!

Consensual sex is hot, tuition fees are not!

Alors, dans les dernières manif, on était bien surpris-e-s d'entendre des gens scander des slogans prônant le viol de Charest. Le viol est une arme de guerre du patriarcat et ça ne fait pas partie de notre révolution. Nous, on veut un mouvement accessible à tout le monde, survivant-e-s de violence sexuelle ou non, queers ou non et de tous les genres. Nous, on veut des slogans féministes, pro-queer et pro-sexe, des slogans jousifs qui désarment les flics et les politiciens.

You're sexy, you're cute, take off your riot suit!

Parce que le viol est une expérience traumatisante, parce que la sodomie ne devrait pas être dépeinte comme un acte dégradant par lequel les hommes peuvent assurer leur domination, nous, on vous propose des slogans roses mais tranchant :

Des sous pour l'école, pas pour les homophobes !

Charest, c'est la guerre, le P!NK BLOC, en colère !

On veut fourrer, on veut pas s'endetter!

LGBTQ, les frais on en veut pu!

Un bon cuni, jamais ne sera vaincu!

Et si jamais vous entendez des slogans de pro-viol ou homophobes et sexistes durant les manifs, pourquoi ne pas se mettre à scander :

Les hausses des frais on en peut plus, les slogans pro-viol non plus!
Non, c'est non, pour Charest comme pour toi!
Consensual sex is hot, tuition fees are not!
L'homophobie et le sexisme, pas dans ma manif!
Contre les slogans pro-viol je pousse un cri, AAAAAAAAAAH!

Bilan de l'Association Générale Étudiante du Collège de Valleyfield

C'était notre 6^e semaine de grève au Collège de Valleyfield. La semaine a débuté avec notre assemblée de reconduction qui nous a permis de reconduire la grève avec 491 votes pour, 405 contre et 2 abstentions. Nous avons aussi consulté l'assemblée générale au sujet d'un amendement qui aurait permis de reconduire la grève que lorsqu'une offre de la ministre serait sur la table. L'amendement a été battu avec une mince majorité. Nous n'avons pu prendre des positions sur des enjeux débattues à la CLASSE car nous avons perdu quorum en arrivant à ce point.

Cette semaine a été riche en participation d'actions de perturbations et de manifestations au national. Les membres de l'AGÉCoV ont été présents dans certaines actions de perturbations économiques à Montréal, lors des levées de cours à l'Université Concordia jeudi, la "Grande Mascarade", la manifestation à Huntingdon et quelques personnes ont démontré de l'intérêt pour venir à la manifestation de solidarité avec les travailleurs-ses de Rio Tinto Alcan à Alma.

Le prochain vote de reconduction aura lieu lundi le 2 avril prochain au Collège de Valleyfield.

Solidairement,

Guillaume Proulx

Externe à l'AGÉCoV

Bilan de la 3^e semaine de GGI de la GSA (Graduate Students' Association) de Concordia

Contexte général :

Le contexte à Concordia diffère à bien des égards de celui d'autres institutions d'enseignement. Nous vivons notre première GGI de l'histoire de l'institution, c'est donc le début de la création d'une culture de grève, et nous sommes donc confrontés à plusieurs enjeux à cet égard : faible participation aux AG, besoins criants d'éducation et de sensibilisation par rapport à ce que la grève représente, sa légitimité, la légitimité et le respect de piquets de grève, auprès de la population étudiante très diversifiée et multiethnique.

De plus, les grévistes à Concordia sont sujets à une forte intimidation de la part de l'administration, qui a choisi d'engager des gardes de sécurité supplémentaires provenant de compagnies privées. Ces gardes sont omniprésents dans l'établissement, et accourent en groupe aux salles de cours qui se font piquer. La position de l'administration, loin d'être neutre, jette de l'huile sur le feu autant au niveau des professeur(e)s qui sont sommés de poursuivre leur enseignement comme d'habitude (qui est le cas d'une forte majorité(e) des professeur(e)s), qu'au niveau des étudiant(e)s en les encourageant de porter plainte et d'appeler la sécurité lors de piquets de grève. Cette situation fait monter la tension au sein du corps étudiant, et résulta plus tôt cette semaine en une agression physique dirigée vers une étudiante par un garde de sécurité lors d'une opération de piquetage. De plus, les syndicats des professeur(e)s ne prennent toujours pas une position ferme sur la grève, il n'y a aucun précédent sur lequel se baser, ce qui contribue à diviser le corps professoral. Ceci n'a pas empêché plus d'une centaine de professeur(e)s de signer une déclaration s'opposant à la hausse des frais de scolarité et à la privatisation de l'éducation.

Le GSA et la grève :

Il est à noter que ce ne sont pas tous nos modules qui ont une association officielle. À ce jour, la Faculté d'Arts et Sciences est bien mobilisée, une dizaine de ses départements ont un mandat de grève plus ou moins appliqué. Notons que les départements de Géographie, Urbanisme et Environnement (GeoGrads) ainsi que celui de « School of Community and Public Affairs » (SCPA) respectent et appliquent leurs mandats de grève de façon efficace et généralisée. De son côté, la Faculté d'Ingénierie a perdu son mandat de grève faute de quorum dans sa deuxième AG. Quant à elle, la Faculté de Commerce n'a jamais voté ni respecté le mandat de la GSA.

Étant donné ce contexte, la GSA qui représente tous les étudiant(e)s de deuxième et troisième cycle a choisi de se doter d'un mandat de grève tôt dans la mobilisation. Le mandat de la GSA protège donc de cette façon les droits de grève des étudiants qui ne sont pas mobilisés par leurs associations respectives/qui n'ont pas leurs propre mandat de grève.

Durant la dernière AG du GSA qui s'est tenue lundi dernier, nous avons voté en faveur de l'entente minimale.

Bilan du Conseil exécutif

Par le Conseil Exécutif

Voici le bilan des activités du Conseil exécutif pour la semaine actuellement en cours. Ce bilan se structure autour des points centraux du plan d'action développé en Congrès au cours des dernières semaines. Tout d'abord, ce bilan traitera de l'organisation des actions de perturbations de cette semaine, du développement autour de l'organisation de la Grande Mascarade, de l'organisation du Prochain Congrès et de la manifestation en solidarité avec les travailleuses et travailleurs lockouté-e-s de l'usine Rio Tinto Alcan à Alma, de l'organisation de la manifestation et action du 2 avril 2012 à Sherbrooke puis finalement du déploiement d'une série de manifestations régionales le 4 avril 2012.

Premièrement, comme vous le savez, une multitude d'actions ont été organisées cette semaine. Ces actions, bien que non organisées par le Conseil exécutif de la CLASSE, sont saluées par notre équipe. Cela permet à la CLASSE d'assumer le durcissement de ton contre le gouvernement dans le cadre de la lutte actuelle. Ces actions ouvrent merveilleusement bien la voie à la tenue de la semaine de perturbations économiques de la semaine prochaine. Continuons le combat!

Deuxièmement, le Conseil exécutif a tenté d'être le plus possible actif en ce qui concerne l'appui à l'organisation de la Grande Mascarade. Comme au moment où nous écrivons ces lignes, notre bilan évoluera sans doute au courant de la semaine. Nous tentons tout de même de diffuser le mot le plus largement possible afin de favoriser une très grande participation à cette manifestation.

Puis, une fois de plus, l'organisation du prochain Congrès a su prendre une part considérable du temps de travail d'exécutantes et d'exécutants de la semaine. D'autre part, l'organisation du contingent CLASSE à la manifestation des travailleuses et travailleurs lockouté-e-s de l'usine Rio Tinto Alcan connaît une popularité mitigée pour le moment. Malgré un appel large et une grande diffusion de l'évènement dans les médias, peu de gens sont inscrits à l'évènement pour l'instant. Plusieurs facteurs, dont la distance de la région du Lac Saint-Jean peuvent expliquer cette situation. Malgré tout, le Conseil exécutif demeure optimiste et compte tout faire pour favoriser la plus grande participation étudiante possible à cet événement.

D'autre part, le Conseil exécutif travaille actuellement à l'organisation de la manifestation et action du 2 avril 2012 à Sherbrooke. Pour le moment, le Conseil exécutif craint que cet événement ne suscite pas suffisamment d'intérêt par rapport à la manifestation nationale appelée par la FECQ le 4 avril 2012. Le matériel d'information, la plateforme sur les réseaux sociaux et tournée d'appels a été entamée à partir de mardi le 27 mars 2012. Nous invitons toutes les associations étudiantes du Québec à inviter leurs membres à participer en grand nombre à cet événement afin de faire de cette manifestation et action une réussite. Pour l'organisation de cette manifestation, nous travaillons actuellement de concert avec l'AGEFLESH et L'AECS en plus d'avoir consulté plusieurs groupes sociaux et communautaires de la région au courant de la semaine. Puisque la FECQ organise un événement à Sherbrooke le 4 avril, plusieurs de ces regroupements sont actuellement en consultation à savoir auquel de ces événements ils participeront.

En ce qui concerne l'organisation des manifestations régionales du 4 avril 2012, nous avons actuellement de la difficulté à coordonner l'organisation des manifestations régionales du 4 avril 2012. En date du 28 avril, très peu d'associations étudiantes nous ont témoigné leur volonté de voir s'organiser une

manifestation dans leur région le 4 avril 2012. Nous nous devons de faire le plus de mobilisation par rapport à ces événements pour en faire une grande réussite. Le matériel d'information pour ces événements est actuellement en ligne sur le site de campagne de l'ASSÉ.

L'organisation de ces deux événements démontrent une chose au Conseil exécutif. Dans le cadre de l'actuelle campagne, dans laquelle la CLASSE a présentement une position de leadership, il est nécessaire que nous consolidions notre force dans le déploiement d'un plan d'action autonome et authentique. Il est stratégiquement difficile d'axer notre plan d'action sur celui déployé, parallèlement par la FECQ et la FEUQ. Nous devons concentrer sur notre plan d'action afin de conserver le momentum de l'actuelle campagne de grève générale. Nous invitons donc les associations étudiantes membres à commencer à réfléchir à la possibilité d'organiser des événements plus tardivement dans la session d'hiver afin d'avoir les devants dans l'organisation et la structuration de la suite de la campagne.

Par la suite, un élément inquiète actuellement le Conseil exécutif par rapport aux demandes de présentations dans les assemblées générales. À plusieurs reprises, le Conseil exécutif a reçu des demandes de présentation sur l'actuelle campagne de grève générale. Bien que nous accueillons très positivement ces demandes, nous avons plusieurs considérations quant à la nature directive de plusieurs de ces demandes. En fait, tout au long de la présente campagne, nous avons reçu de demandes de présentation exigeant la présence d'un certain exécutant. Dans les cas où cette personne était indisponible, nous avons souvent vu ces demandes annulées, ce qui nous inquiète grandement. De notre côté, nous désirons soulever la nécessité de ne pas personnaliser l'actuelle lutte, de prioriser le caractère politique des présentations au delà de la personne donnant ladite présentation. À ce propos, nous invitons donc les associations étudiantes membres à ne pas exiger la présence d'une personne particulière pour faire une présentation dans les assemblées générales.

Finalement, nous désirons inviter votre attention sur un élément nouveau de la lutte actuelle. De plusieurs endroits, nous recevons des injonctions et des mises en demeure en lien avec la grève étudiante. À ce jour, les procédures légales contre l'ASSÉ ne nous inquiétaient guère, par contre, la récente injonction reçue à l'ASSÉ constituant un grand recours légal contestant la validité légale de la grève étudiante nous inquiète davantage. Plus de détails suivront, nous nous déplaceront au tribunal avec le comité légal au cours de la semaine afin de nous assurer de notre défense légale dans ce dossier avec un groupe d'avocats intéressés à nous aider.

Propositions

1.0 Procédures

1.3 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour en page 3 du présent cahier de présentation.
2. L'AFÉA propose que le point « Femme » soit mis après le point « Bilan » dans l'ordre du jour des Congrès de la CLASSE.

3.0 Bilans

1. Le Conseil exécutif propose qu'uniquement les Comités ayant produit un bilan écrit fassent une présentation de 5 minutes de leur bilan.
Que ces présentations soient suivies d'une période de question de 5 minutes.

4.0 Plan d'action

4.1 Grève

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 10 minutes de la nécessité de la poursuite de la grève étudiante et sur les impacts de notre mobilisation
2. La SOGEECOM propose que la CLASSE appelle à la grève sociale.
3. L'AFÉA propose que la CLASSE invite ses alliés dans les syndicats et à la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics à envisager la tenue d'une journée de Grève Sociale.
4. *Considérant que l'AFÉA reconnaît que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) n'a jamais adopté les clauses de l'entente minimale et qu'elle avise l'exécutif de la FEUQ de sa méfiance envers leur attitude et leurs actions ;
Considérant que l'AFÉA a cessé toute relation avec l'exécutif de la FEUQ mais qu'elle continue à collaborer avec toutes les associations locales qui souhaiteraient mener une lutte combative et démocratique ;
Considérant que l'AFÉA a avisé l'exécutif de la FEUQ que toute collaboration sera impossible tant que les clauses de l'entente minimale ne seront pas adoptées ;*
L'AFÉA propose que la CLASSE critique publiquement toute manœuvre de la FEUQ visant à marginaliser la frange combative du mouvement étudiant, à négocier une entente avec le gouvernement à l'insu des étudiants/-es ou à mettre fin à la grève en recommandant une entente sans avoir consulté au préalable les assemblées générales;
Que la CLASSE considère comme illégitime toute offre du gouvernement négociée sans la présence de la CLASSE à la table des négociations;
Que la FEUQ et la FEUCQ soient reconnues par la CLASSE comme des organisations ayant des structures antidémocratiques et déficientes rendant ainsi illégitimes les positions défendues par les conseils exécutifs
5. *Considérant que l'histoire nous démontre que, après plusieurs semaines de grève, les possibilités de récupération sont de plus en plus tangibles;
Considérant que la date du 22 mars est supposée incarner le plus grand momentum de la grève et ainsi forcer le ministre à considérer l'existence d'un mouvement de grève ;
Considérant que nous voulons faire l'Histoire plutôt que la subir en répétant les erreurs du mouvement étudiant, cantonné dans un rôle*

passif face aux récupérations;

Considérant que nous espérons passer de l'image d'une grève à la grève de l'image;

Considérant que pour éviter toute forme de récupération, il sera impératif, et ce dès l'offre de la ministre, qu'une seconde vague de grève s'organise;

Considérant l'éventualité d'une offre ministérielle soumise à une quelconque organisation nationale qui ne satisferait pas notre condition minimale de revendication, à avoir l'annulation de la hausse;

Que l'AFÉA-UQAM organise dans les plus brefs délais une assemblée générale de constatation de seconde vague de grève, visant à donner un nouveau souffle au mouvement, et ce, afin que celui-ci prenne la pleine mesure de son potentiel historique;

Que l'AFÉA s'engage immédiatement dans une campagne de mobilisation pour cette deuxième vague de grève dont l'association aurait pour base la reconnaissance de la nécessité de cette grève;

Que l'AFÉA s'organise avec toutes les autres associations ayant adopté cette proposition afin de former une coordination nationale de la deuxième vague de grève reposant sur la démocratie directe et l'auto-organisation;

Que l'AFÉA mette ses ressources à la disposition de cette coordination ;

Que la condition d'adhésion à cette coordination nationale soit l'adoption de la présente proposition ou d'une proposition qui en respecterait l'esprit ;

Que l'AFÉA dénonce et rompe toute relation pendant la grève avec les organisations ayant accepté une offre qui ne répond pas à notre condition minimale de revendication, à savoir l'annulation de la hausse ;

Qu'une manifestation faisant la promotion de cette seconde vague de grève ait lieu et dénonce les ententes à rabais et la récupération.

6. Considérant que le conservatoire de musique de Montréal a suspendu une de ses professeures pour avoir reconnu la grève des étudiants et des étudiantes

Considérant que 3 militants de l'université de McGill se sont fait exclure du campus pour avoir participé à des activités de piquetage;

L'AESSUQAM propose que la CLASSE dénonce publiquement la répression politique dont font preuve les administrations des cégeps et des universités.

7. Considérant que le budget du Québec, déposé le 20 mars dernier, marque une transformation importante du rôle de l'État québécois, d'État providence à un État investisseur;

Considérant que les budgets déposés en 2010 et 2011 portaient leur lot de mesures d'appauvrissements et que le dernier budget vise à donner aux entreprises après avoir pris aux particuliers;

Considérant que le budget ne revient pas sur la hausse des frais de scolarité contre laquelle nous luttons;

Considérant que ces mesures s'inscrivent dans un contexte mondial d'austérité et de reprise économique profitant à l'industrie;

L'AESSUQAM propose que la CLASSE dénonce le mépris du gouvernement qui ne semble pas considérer les volontés de la population québécoise;

Que la CLASSE dénonce la fermeture du gouvernement qui refuse de revenir sur sa décision de hausser les frais de scolarité;

4.2 Manifestations et actions

1. Le Conseil exécutif propose une plénière sur les stratégies que pourrait employer le ministère pour arrêter la grève.

2. Le Conseil exécutif propose que la CLASSE invite les associations membres à se positionner sur les stratégies à mettre de l'avant face aux moyens employés par le ministère pour arrêter la grève .

3. *Considérant que la ministre Beauchamp prétend à tort que nous nous opposons aux travailleurs et travailleuses;*

Considérant que nous recevons des appuis de nombreux membres de la société (syndicats, artistes, parents, professeure-s, etc.);

Considérant que les horizons de la présente lutte étudiante dépassent la seule hausse des frais de scolarité de 1625 \$, dans le sens où elle s'oppose à une vision néolibérale de la société;

Considérant que la présente lutte étudiante s'inscrit dans une vague de contestation internationale contre les mesures d'austérité imposées en Occident suite à la crise financière et économique de 2007;

Considérant que le 14 avril marque l'anniversaire de la première élection du gouvernement libéral de Jean Charest en 2003;

Considérant qu'après la manifestation du 22 mars, le mouvement étudiant a besoin d'un nouveau rendez-vous rassembleur;

Considérant que le mouvement étudiant est solidaire des luttes des travailleurs et travailleuses, notamment celle des employé-e-s d'Aveos et de Rio-Tinto-Alcan.

L'ADÉPUM propose que la CLASSE organise une manifestation le 14 avril 2012 à Montréal intitulée « Manifestation populaire pour un printemps québécois », conjointement avec la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics, ses alliés syndicaux, les associations étudiantes et nos autres alliés;

Qu'elle ait pour principales revendications, les suivantes :

Volet 1 : Contre le principe d'utilisateur-payeur des budgets Bachand

- Contre toute hausse de frais de scolarité
- Contre la taxe-santé de 200 \$
- Contre la hausse des tarifs d'Hydro-Québec de 20 %

Volet 2 : Pour que les banques, les grandes corporations et les plus riches fassent leur « juste part »

- Pour une fiscalité des particuliers plus progressive
- Pour une plus grande imposition des banques
- Pour une plus grande imposition des grandes corporations

Volet 3 : Parce que nos vies valent plus que leurs profits!

- Contre les fermetures sauvages d'usines
- Pour la dignité des travailleurs et travailleuses
- Pour le respect du droit de grève

Que l'ensemble des citoyennes et citoyens soient invité-e-s à cette manifestation, y compris l'ensemble des associations étudiantes;

Que les associations collégiales et universitaires soient invités à organiser du transport pour cette manifestation et à ouvrir leurs autobus aux citoyens et citoyennes.

4. Le Conseil exécutif propose une présentation par le conseil exécutif et le comité légal de 10 minutes sur les injonctions reçues suivi de 10 minutes de question et d'une plénière de 30 minutes sur les injonctions reçues par la CLASSE.

4.3 Négociations

1. Le Conseil exécutif propose une plénière de 45 minutes sur le processus de négociations avec le gouvernement dans le contexte des relations actuelles dans le mouvement étudiant.

2. Le Conseil exécutif propose une plénière de 45 minutes sur le RNE et la présence des autres

associations nationales aux possibles négociations.

3. Que la CLASSE fasse les demandes suivantes pour les étudiants internationaux qui fréquentent les universités du Québec :

- Revirement de la politique du gouvernement qui permet aux universités d'augmenter les frais de scolarité de 10% par année;
- Revirement de la politique du gouvernement qui permet aux universités d'augmenter les frais de scolarité des étudiants dans les six programmes suivants : Génie, Informatique, Mathématique, Sciences Appliquées, Gestion et Droit, sans restrictions;
- Permettre aux étudiants internationaux de travailler à l'extérieur du campus sans restrictions;
- Fournir d'avantage d'opportunités de financement et d'aide financière pour les étudiants internationaux;
- Geler les frais de scolarité (forfaitaires) des étudiants internationaux jusqu'à leur éventuelle égalité à ceux des étudiants qui sont résidents du Québec.

4. Que l'on amène un modèle de taxation des ressources naturelles visant à se réapproprier nos ressources.
(Proposition mise en dépôt au Congrès des 24 et 25 mars 2012)

5. GEOGRADS propose que la CLASSE demande le gouvernement du Québec de geler les frais exigés auprès des étudiants et étudiantes hors-province

6. L'ADÉPUM propose que la CLASSE propose au gouvernement un moratoire sur la hausse des frais de scolarité, moratoire qui serait impérativement conditionnel à l'acceptation des revendications suivantes ; Que soient tenus des États généraux sur l'éducation universitaire, ayant notamment pour but l'élaboration concrète, démocratiquement délibérée, de stratégies de restructuration du financement et de l'administration des universités québécoises en fonction des besoins qui s'y manifesteraient. Y seraient soumis à évaluation critique :

- * La fonction et la mission des universités québécoises dans l'ensemble de la société québécoise, en prenant en considération l'ensemble des sphères qu'elles affectent, c'est-à-dire aussi bien les sphères économiques que sociales, culturelles, et scientifiques ;
- * La nécessaire autonomie des universités dans leurs rapports à l'ingérence des intérêts privés et à la logique strictement marchande ;
- * Les objectifs des universités, ainsi que leurs besoins en fonction de ces objectifs, dans le respect de la diversité des domaines d'études ;
- * La gestion des revenus et des dépenses universitaires au cours des 10 dernières années ;
- * Les possibilités de gestion des revenus ignorées sous le mode actuel, en excluant toute hausse de frais ;
- * L'exploration des diverses avenues du financement à venir des universités en incluant dans les considérations :
- * La gratuité scolaire
- * La modulation des frais à rembourser en fonction du programme d'étude
- * Le remboursement proportionnel aux revenus ;
- * L'aide financière aux études

* La possibilité d'une restructuration du modèle d'administration des universités québécoises qui privilégierait une plus grande inclusion des corps professoral et étudiant, selon les principes d'une cogestion professorat/étudiant-e-s/administration ;

Que siège à la Commission de ces États généraux une proportion à hauteur de 2/3 d'étudiants et de professeurs, en tenant compte de la diversité des domaines d'étude et de la proportion de la population étudiante qu'ils recouvrent.

5.0 Femmes

1. Le Conseil exécutif propose une plénière de 30 minutes sur les activités des comités femmes locaux et sur les moyens de stimuler la réflexion féministe sur les campus.

6.0 Revendications

1. *Considérant que lors de la manifestation du 22 mars dernier les slogans « officiels » scandés ciblaient uniquement la hausse de 2012, niaient les autres hausses de frais de scolarité, la privatisation, la marchandisation et l'élitisation de l'éducation en plus d'omettre complètement un discours sur la gratuité scolaire;*

Considérant qu'un tel discours segmentaire et disjonctif nuit au mouvement à son ensemble car il ne fait que reporter la lutte contre les causes de ces problèmes à plus tard;

Considérant qu'un tel discours transforme trop souvent le mouvement étudiant en mouvement corporatiste qui se restreint à défendre ses propres intérêts et non ceux de la société en entier;

Considérant que le corporatisme nuit à l'élargissement du mouvement et à la transformation plus profonde de la société;

Considérant que les membres du service d'ordre des fédérations étudiantes ne cherchaient qu'à éviter les détournements de manifestations pour conserver une image artificielle d'unité du mouvement étudiant alors que certains d'entre eux ignoraient jusqu'à l'existence même de la CLASSE;

Considérant que la densité de la manifestation était scandaleusement négligée par ce service d'ordre, que la manifestation devenait aisément scindable par les forces policières et qu'une telle chose peut facilement compromettre la sécurité des manifestants et manifestantes;

Considérant que le trajet de la manifestation a été dévoilé publiquement, qu'il n'avait aucune visée de perturbation, qu'il était simplement influencé par les meilleurs endroits pour prendre des photos spectaculaires de la manifestation.

Considérant qu'agir de cette façon nuit grandement à la diversité des tactiques et hiérarchie grandement les manifestations et les actions des participants et participantes;

Considérant que les membres du service d'ordre n'ont pas hésité à insulter et frapper avec des bâtons de bois les manifestants et manifestantes qui refusaient de collaborer dans de telles circonstances;

Considérant que le camion de son de l'avant n'hésitait pas à scander « BOUGE! BOUGE! BOUGE! » de la même façon que le font les escouades anti-émeute;

Considérant que de telles pratiques nuisent à l'intégrité physique, à la liberté de mouvement et au droit de manifester qui sont des droits tout aussi fondamentaux que le droit à l'éducation;

Considérant que lutter pour un droit fondamental en en opprimant d'autres est complètement paradoxal et revient à hiérarchiser les droits fondamentaux;

L'AECSL propose que la CLASSE blâme les fédérations étudiantes pour leur approche inhumaine et corporatiste de la lutte contre la hausse des frais de scolarité ainsi que pour leur piètres capacités pour organiser des manifestations de cette ampleur;

Que la CLASSE s'oppose à la culture fédérative et antidémocratique à l'origine de cette approche aussi malsaine;

Que la CLASSE se dote d'un mandat de destruction des fédérations étudiantes;

Que la CLASSE appuie moralement, logistiquement et monétairement s'il y a lieu toute campagne de désaffiliation de la FECQ ou de la FEUQ;
Que la CLASSE invite ses membres à perturber les membres du service d'ordre des fédérations étudiantes en leur parlant de démocratie directe, de diversité des tactiques, de désobéissance civile, de corporatisme et de tout autre sujet qui pourrait les mystifier;
Que la CLASSE invite ses membres à scander haut et fort le slogan : «FECQ, FEUQ, Flics! Même Gammique!» ainsi qu'à se doter de pancartes et banderoles le mentionnant;
Que la CLASSE ne collabore jamais avec les fédérations étudiantes et s'en méfie.

2. *Considérant que le budget du Québec, déposé le 20 mars dernier, marque une transformation importante du rôle de l'État québécois, d'État providence à un État investisseur;*
Considérant que les budgets déposés en 2010 et 2011 portaient leur lot de mesures d'appauvrissements et que le dernier budget vise à donner aux entreprises après avoir pris aux particuliers;
Considérant que le budget ne revient pas sur la hausse des frais de scolarité contre laquelle nous luttons;
Considérant que ces mesures s'inscrivent dans un contexte mondial d'austérité et de reprise économique profitant à l'industrie.
L'AESSUQAM propose que la CLASSE dénonce le mépris du gouvernement qui ne semble pas considérer les volontés de la population québécoise;
Que la CLASSE dénonce la fermeture du gouvernement qui refuse de revenir sur sa décision de hausser les frais de scolarité.

3. *Considérant qu'il y a une base pour une solidarité entre les mouvements;*
Considérant que ces mouvements résistent à ce qui constitue en des attaques à notre futur et à notre habileté à s'auto-déterminer;
Considérant que ces mouvements partagent des luttes communes face aux impacts causés par les mesures d'austérité, le capitalisme et la privatisation;
Considérant que le Plan Nord et la hausse des frais de scolarité s'inscrivent toutes deux dans un projet plus large du parti libéral du Québec visant une profonde réingénierie de l'État, promouvant un État fondamentalement néolibéral;
Considérant qu'une proposition étudiante revendiquant un profit sur les redevances du Plan Nord constituerait une trahison à l'égard d'une autre lutte.
L'AÉAUM propose que la CLASSE se positionnent en solidarité avec les personnes luttant contre le Plan Nord et les projets reliés au Plan Nord.

4. *Considérant que le conservatoire de musique de Montréal a suspendu une de ses professeure pour avoir reconnu la grève des étudiants et des étudiantes;*
Considérant que 3 militants de l'université de McGill se sont fait exclure du campus pour avoir participé à des activités de piquetage.
L'AESSUQAM propose que la CLASSE dénonce publiquement la répression politique dont font preuve les administrations des cégeps et des universités.

5. *Considérant que les hausses de frais sont sexistes, puisqu'elle affectent les femmes plus que les hommes en participant à reproduire les inégalités de genre et de sexe propres au statu quo actuel;*
Considérant que les hausses de frais sont racistes, puisque les personnes racisées en font davantage les frais;
Considérant que les hausses de frais sont classistes, les frais n'étant qu'une part de ce que coûte le fait d'aller à l'université, cette part augmentant ce sont les personnes à statut précaire ou à faible revenu qui seront les plus affectées;
Considérant que les hausses de frais sont validistes, car elles prennent pour acquis que tou-te-s seraient pareillement normées et loties des mêmes capacités, marginalisant celles et eux qui ne correspondent pas au cadre;
GEOGRADS propose que la CLASSE adopte la « Déclaration sur la hausse des droits de scolarité au Québec et son impact sur les femmes » de l'Institut Simone de Beauvoir, tel que présenté lors du Congrès

du 25 février 2012.

6. L'AFÉA-UQAM propose que la CLASSE appuie le communiqué du PINK BLOC « Les hausses de frais on n'en peut plus, les slogans pro-viol, non plus! »

7. L'AFÉA-UQAM propose que la CLASSE s'oppose à toutes les politiques capitalistes qui s'attaquent aux conditions de vie des classes populaires (telles que les hausses des tarifs et des coupures, notamment dans les services publics, l'augmentation de l'âge de la retraite, la destruction de l'environnement, etc.) partout sur la planète et qui consolident l'exploitation par la répression et qui criminalisent autant la misère que la résistance engendrées par le système lui-même.

8. *Considérant les 400 ans de colonisation et d'impérialisme contre les peuples autochtones;*

Considérant que l'on peut voir ces politiques aujourd'hui dans le « Plan Nord » un système organisé et hautement financé de vol des terres de destruction sauvage de l'environnement et de colonisation des derniers territoires;

L'AFÉA-UQAM propose que la CLASSE affirme sa solidarité avec les peuples autochtones, reconnaisse le droit des peuples à l'autodétermination et appuie l'abolition de leur statut colonial qui permet aux capitalistes de spolier les ressources de leur territoire.

9.0 Finances

1. *Considérant que l'AÉCA a dépensé plus de 6000\$ en autobus pour la manifestation du 22 mars dernier;*

Considérant que le poste budgétaire alloué aux autobus de l'AÉCA a été largement dépassé;

Considérant que l'AÉCA éprouve certaines difficultés financières.

L'AÉCA propose qu'un montant de 2500 \$ soit prélevé du fond d'entraide et soit versé à l'AÉCA.

2. L'AGECD propose que la CLASSE finance la participation de l'AGECD aux différentes instances nationales jusqu'à concurrence de 500\$ avec le fond d'entraide.

3. L'AÉCÉCUM propose que la CLASSE prenne en charge les frais de participation ainsi que les frais de transport de l'AÉCÉCUM

4. L'AÉGUM propose que le montant de 3500\$ soit pris du fond d'entraide pour la réservation d'autobus le 2 avril 2012 par les associations modulaire de l'UdeM membre de la CLASSE

11.0 Avis de motion

11.2 Traitement des avis de motion

1. D'ajouter l'article « 9.5 Droit des membres et vote de grève » à l'Annexe H des Statuts et règlements de l'ASSÉ :

Nonobstant l'article « 9.0 Droits des membres », que les associations étudiantes n'ayant jamais déclenché la grève générale illimitée n'est plus droit de vote aux instances de la CLASSE, mais conserve toutefois leurs droits de proposition, d'appui et de parole.

(Déposé par l'AFESPED au Congrès des 24 et 25 mars 2012)

2. D'ajouter à l'article 9 de l'Annexe H des Statuts et règlements à la suite de "Les associations de campus et les associations facultaires ont trois (3) votes."; "sauf pour les pauses et les questions préalable".

(Déposé par l'AÉGUM au Congrès des 24 et 25 mars 2012)

3. *Considérant l'engagement du gouvernement Québécois au Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.*

Considérant l'article 13 du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;

Considérant la fermeté du gouvernement de ne pas changer de position sur l'augmentation des frais de scolarité.

Considérant que plusieurs études démontrent que les universités ne sont pas sous-financées mais mal-financées;

Considérant l'ampleur inégalée du mouvement actuel de lutte contre la hausse des frais de scolarité;

Considérant la nécessité d'aller chercher des gains réels qui auront un impact sur les générations futures;

Considérant que la CLASSE fera parti des négociations avec le gouvernement.

Que la CLASSE négocie une baisse des frais de scolarité sur 5 ans pour instaurer la gratuité scolaire à la fin de cet échéancier, pour toutes et tous sans discrimination.

(Déposé par l'AESSUQAM au Congrès des 24 et 25 mars 2012)

4. Que la CLASSE, pour toute question relative aux négociations avec le gouvernement, se contente dans les médias de rappeler nos revendications, nos solutions alternatives de financement et nos principes de démocratie directe.

Que soit organisée une manifestation nationale deux jours suivant une éventuelle entente à rabais pour rappeler nos revendications et nos solutions alternatives de financement.

(Déposé par l'AFESH-UQAM au Congrès des 24 et 25 mars 2012)